

# **Tunisie : poursuite de la solidarité en France - manifestation le 15 janvier à Paris**

jeudi 13 janvier 2011, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2011).

**Manifestion samedi 15 janvier à 14 heures départ de la place de la République à Paris.**

## **Dernières nouvelles...**

### *Samedi*

Ghannouchi n'a pas pu prolonger cette supercherie grossière qui consistait à utiliser l'article 56 de la Constitution.

C'est l'article 57 de la Constitution qui est respecté et c'est le président du parlement, Fouad Mbazaa, qui assure la présidence.

Ben Ali ne peut plus revenir, juridiquement parlant.

Des élections anticipées peuvent être organisées à court terme, en droit s'entend.

### *Vendredi 14 janvierr 18h48*

Ben Ali a quitté le pays et Ghanouchi, le Premier Ministre, assure la transition présidentielle chargé de préparer de nouvelles élections.

### *Vendredi 14 janvier 15h03 :*

La police a tiré sur les manifestants à Tunis, devant le ministère de l'intérieur.

Ben Ali annonce le limogeage du gouvernement et l'organisation d'élections législatives dans six mois.

Plus aucune communication téléphonique n'est possible avec la Tunisie actuellement.

### *Vendredi 15 janvier 14h43 :*

Le rassemblement a démarré à 10h ce matin. A l'heure qu'il est (14h40), l'avenue H. Bourguiba et ses alentours sont saturés de manifestants venus par milliers. Ils ont été rejoints par une manifestation d'enseignants, une autre d'avocats et encore une autre d'étudiants. Un cortège funèbre a même fait le détour pour passer par l'avenue. Les manifestants qui se comptent maintenant en dizaines de milliers font un sit-in devant le ministère de l'intérieur, aux cris : « sit-in jusqu'à la chute du régime ».

(██████████ █████ ███████████████████)

Ils sont sans cesse rejoints par de nouveaux manifestants arrivant de tout Tunis et ses alentours. (3,5 millions d'habitants).

La satisfaction exprimée par certains dirigeants de l'opposition suite au discours de Ben Ali n'y a rien fait ! Le peuple n'est pas dupe, l'assassin Ben Ali n'a pas pu changer de nature maintenant. Plus que jamais, les tunisiens semblent déterminés à en finir avec la dictature et les injustices sociales.

## **DÉCLARATION DES ASSOCIATIONS ET DES PARTIS POLITIQUES TUNISIENS EN FRANCE**

Les associations, organisations et partis politiques signataires de la présente déclarent ce qui suit :

Nous saluons la lutte héroïque du peuple tunisien et sa jeunesse qui par centaines de milliers défilent et affrontent la police tous les jours et toutes les nuits. Ils réclament le départ de Ben Ali et la fin de la dictature en Tunisie.

Cette révolte exprime une volonté d'un véritable changement démocratique et populaire :

- 1) Nous demandons le départ de BEN ALI et l'instauration d'un gouvernement provisoire chargé dans les 6 mois d'organiser des élections libres et démocratiques.
- 2) La promulgation d'une amnistie générale et le retour des exilés.
- 3) Abrogation des lois liberticides (Code de la presse, code électoral, loi des associations, loi 61bis, lois sur les partis politiques,...)
- 4) Instauration d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur les assassinats et les exactions des tunisiens.
- 5) Nous soutenons les exigences du mouvement de révolte pour le respect du droit au travail et à une vie digne pour tous.
- 6) Nous dénonçons la corruption généralisée qui a gangréné notre pays et nous demandons le jugement des responsables.

1<sup>er</sup> signataires : ATF -PARIS / COURANT NATIONALISTE PROGRESSISTE / CPR / CRLDHT / ETOILE NORD AFRICAINE / FTCT / MOUVEMENT ENNAHDAH / PCOT / PDP / RENCONTRES CULTURELLES EURO-ARABES / SOLIDARITE TUNISIENNE /VOIX LIBRE

14 janvier 2011

---

## **COMMUNIQUE DES ASSOCIATIONS DE L'IMMIGRATION ET DES ORGANISATIONS POLITIQUES TUNISIENNES EN FRANCE**

### **Non au savoir faire et aux techniques d'ingérence de Madame Alliot Marie**

Les déclarations des responsables français dont notamment l'offre de service et d'ingérence faite par la ministre Madame Alliot Marie proposant aux autorités tunisiennes de les faire bénéficier du « savoir faire et des techniques du maintien de l'ordre à la française » pour mater la population, constituent, en ces jours tragiques que traverse la Tunisie, une insulte au peuple tunisien qui s'est soulevé pour réclamer la liberté, le droit à la vie et au travail, la dignité, la démocratie et la justice

sociale.

Ces déclarations et prises de positions officielles témoignent de la myopie des autorités françaises qui persistent à ne pas vouloir regarder la réalité de la situation en Tunisie, en ménageant vaille que vaille un pouvoir corrompu et despotique qui tue les manifestants, emprisonne les défenseurs des droits de l'homme et foule aux pieds les droits élémentaires de la personne humaine.

Les tunisiens de France, les associations de l'immigration et les représentants des mouvements politiques tunisiens dénoncent l'attitude du gouvernement français et son mépris envers les aspirations légitimes du peuple tunisien et condamnent son soutien aux politiques répressives du pouvoir en Tunisie.

-ATF- ATF PARIS - COURANT NATIONALISTE PROGRESSISTE - CPR - CRLDHT - ETOILE NORD AFRICAINE - FDLT (FORUM DÉMOCRATIQUE POUR LA LIBERTÉ ET LE TRAVAIL) - FTCT - MOUVEMENT NAHDHA - MOUVEMENT TAJDID FRANCE - PCOT - PDP - SOLIDARITÉ TUNISIENNE - SYNDICAT DES ECRIVAINS DE TUNISIE - UTIT - VOIX LIBRE.

---

## **Madame Alliot Marie**

### **Communiqué du collectif de solidarité avec la lutte des habitants de Sidi Bouzid**

Madame Alliot Marie à l'Assemblée Nationale répondant au nom du Gouvernement à une question d'un député français a déclaré « *on ne peut que déplorer des violences concernant des peuples amis. Pour autant, je rappelle que cela montre le bien-fondé de la politique que nous voulons mener quand nous proposons que le savoir-faire de nos forces de sécurité, qui est reconnu dans le monde entier, permette de régler des situations sécuritaires de ce type.* »

Monsieur Bruno Le Maire a quant à lui déclaré sur Canal+ « *le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé mais il a fait beaucoup de choses* » Le régime répressif du président Ben Ali est responsable de la mort de plusieurs dizaines de tunisiens ; il réprime sauvagement des manifestations légitimes, il fait tirer sa police à balles réelles , il saccage les appartements de militants, il emprisonne en dehors de toute légalité...

Cette complicité, active avec l'offre de service de Madame Alliot Marie est dégradante pour le peuple français. Nous appelons l'ensemble des démocrates français à protester et à faire changer de position le gouvernement français. Le peuple tunisien a droit à un avenir démocratique et digne.

Le collectif de solidarité avec la lutte des habitants de Sidi Bouzid appelle à une **manifestation samedi 15 janvier à 14 h Place de la République**

AC ! - ACHR - ACORT - AFASPA - AMF - ASDHOM -ATF- ATF PARIS - ATMF - ATTAC - CAPJPO- EUROPALESTINE - CEDETIM - CFDA - CISA - CMF (COLECTIF DES MUSULMANS DE FRANCE )- CNT - COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN AU MOUVEMENT DU BASSIN MINIER - COURANT NATIONALISTE PROGRESSISTE - CORELSO - CPR - CRLDHT - DAL - ETOILE NORD AFRICAINE - EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS - FASE (FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE) - FDLT (FORUM DÉMOCRATIQUE POUR LA LIBERTÉ ET LE TRAVAIL) - FSQP - FTCT - FMVJ-FRANCE (FORUM MAROCAIN VÉRITÉ ET JUSTICE) - GAUCHE UNITAIRE - LA PELLE ET LA PIOCHE - LES ALTERNATIFS - LDH - LE MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE - LUTTE OUVRIÈRE - MANIFESTE DES LIBERTÉS -

LE MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES - MOUVEMENT NAHDHA - MOUVEMENT TAJDID FRANCE - MRAP - NO-VOX - NPA - ORGANISATION DE FEMMES EGALITÉ - PARTENIA 2000 - PADS MAROC (PARTI D'AVANT-GARDE DÉMOCRATIQUE SOCIALISTE/MAROC) - PCF - PCOF - PCOT - PDP - PG - PIR (PARTI DES INDIGENES) - LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (MAROC) - RÉSEAU FÉMINISTE « RUPTURES » - RÉSEAU STOP LA PRÉCARITÉ - SOLIDAIRES - SOLIDARITÉ TUNISIENNE - SORTIR DU COLONIALISME - SYNDICAT DES ECRIVAINS DE TUNISIE - UNEF - UTIT - VOIE DÉMOCRATIQUE MAROC - VOIX LIBRE.

---

## A Marseille

MARSEILLE, 12 jan 2011 (AFP) - Entre 700 et 1.000 personnes, selon les chiffres de la police et des organisateurs, ont défilé mercredi à Marseille aux cris de « Ben Ali assassin », en solidarité avec le mouvement de contestation du régime en Tunisie, a constaté une journaliste de l'AFP. Partie du haut de la Canebière, la foule a rejoint dans le calme en fin d'après-midi le consulat général de la Tunisie, placé sous la protection des CRS, scandant « Ben Ali, casse-toi », "Ben Ali assassin, Sarkozy complice", et agitant des pancartes dénonçant « 60 morts en quatre jours » et des photos de victimes présumées ensanglantées.

"Nous sommes surpris de voir les Tunisiens défiler, eux qui d'habitude sont terrorisés. Là ils sont sortis, ils n'ont plus peur, quelque chose a changé", a déclaré Yahia Bounouar, opposant algérien et porte-parole du collectif « Solidarité Maghreb ».

"On n'a plus le droit d'avoir peur, on est là pour les Tunisiens. Sarkozy, il parle pour tout le monde, mais là il ne dit rien, alors que le peuple souffre", a lancé Abdesslem Bayaoui, dont la famille vit à Sidi Bouzid (centre-ouest), où a débuté le mouvement le 17 décembre après le suicide par le feu d'un jeune marchand de rue.

Tarek Klabi, membre du collectif, a expliqué "être là pour soutenir à 100% le peuple tunisien et dénoncer tous les morts, dont on ne connaît pas le chiffre exact, mais qui est plus élevé" que les chiffres officiels, selon lui.

Aux côtés de nombreux jeunes et mères de famille, des militants de partis politiques de gauche (PCF, NPA) et d'organisations de défense des droits de l'homme étaient présents dans le cortège.

Un précédent rassemblement avait réuni dimanche une centaine de personnes

pour dire « halte à la répression au Maghreb ».  
Les violences en Tunisie, sur fond de mécontentement social, ont fait  
en un  
mois entre 21 morts (bilan officiel) et plus de 50 tués (source syndicale).

jb-anb/ei

---

## **COMMUNIQUÉ DU NPA. ASSEZ DE RÉPRESSION EN TUNISIE.**

Ben Ali, président en exercice depuis 23 ans, souffle le froid et le chaud. D'un côté, il fait annoncer la libération des manifestants arrêtés et de l'autre, sa police politique arrête Hamma Hammami, porte-parole du parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), ainsi que plusieurs militants et syndicalistes et l'armée se déploie à Tunis soumise au couvre-feu.

Le mouvement de révolte contre le pouvoir en place se poursuit et s'étend à de nouvelles villes, avec malheureusement de nouvelles victimes.

La jeunesse et la population en ont assez d'un pouvoir corrompu, de la misère, du chômage.

Il faut arrêter la spirale de la répression en Tunisie.

Le NPA renouvelle sa solidarité avec la jeunesse, la population, les partis, syndicats et associations qui se sont levés contre le pouvoir de Ben Ali.

Le NPA exige la libération immédiate d'Hamma Hammami et de tous les manifestants et militants arrêtés.

Le gouvernement français doit sortir de son silence complice et exiger du gouvernement tunisien l'arrêt de la répression et le respect de toutes les libertés démocratiques en Tunisie.

Le 12 janvier 2011

---

## **CNT**

Secrétariat International CNT-F  
33, rue des Vignoles  
75020 Paris

## **Stoppons les « pompiers pyromanes » français !**

Ça suffit ! Entre la Côte d'Ivoire, le Niger, l'Algérie et la Tunisie, l'État français a plus que prouvé qu'il n'est bon à rien d'autre qu'à défendre ses propres intérêts politiques et économiques en jetant de l'huile sur le feu ou en soutenant des dictatures.

Et qui peut oublier l'opération Turquoise du Rwanda en 1994, l'opération Licorne en Côte d'Ivoire depuis 2002, le soutien aux Déby, Compaoré, Eyadema, Bongo, Omar Guelleh et autres dictateurs néo-coloniaux ?

Et qui peut oublier les présences d'Areva, Bolloré, Bouygues, France Télécom, EDF, Total, etc. dans tous ces pays ; autant de multinationales françaises et de leurs filiales, qui asservissent et exploitent les populations locales, pillent les richesses naturelles et détruisent les terres ?

Il est temps que l'État français se taise et se désengage militairement et politiquement de toutes ses anciennes colonies où elle n'a de cesse, depuis les pseudo-indépendances, de laisser faire voire de soutenir le pire pour conserver son pré-carré politique ou ses intérêts économiques. Il est temps que les multinationales françaises cessent de piller ces pays et d'arroser les dirigeants locaux pour gagner de nouveaux marchés ou conserver ceux qu'ils ont déjà.

Il est temps que l'État français arrête d'expulser des immigrés qu'il a lui-même forcé à quitter leurs pays en soutenant des dictatures ou empêchant tout développement économique et progrès social. Il est temps que les dirigeants français arrêtent de jouer aux innocents humanistes aux mains propres et aux « porteurs de paix ».

Car comment l'État français peut-il s'insurger contre les prises d'otage au Niger, quand Areva surexploite les Nigériens, pille leur uranium et pollue leurs terres sans vergogne ?

Car comment Michèle Alliot-Marie peut-elle oser proposer « le savoir faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité » ? Alors que la police française forme aussi la police haïtienne, la PFP mexicaine ou les OMON russes, entre autres - pays où ne règne pas vraiment la liberté des peuples ? Comment peut-elle ne faire que « déplorer les violences » en Tunisie et Algérie sans remettre en question son soutien indéfectible à Bouteflika et Ben Ali, que Nicolas Sarkozy n'a de cesse de présenter comme des porteurs de démocratie et de progrès sociaux ? Comment encore peut-elle oser dire que « la France n'a pas de leçons à donner » à ces dirigeants, quand elle se permet chaque jour d'en donner à tant d'autres à travers le monde ?

Vraiment il est temps que l'État français se taisent une bonne fois pour toute et retire ses armées, ses bases militaires, ses « aides au développement » et autres outils de conquête néo-coloniale.

La liberté et l'émancipation des peuples ne viendra jamais d'une ingérence extérieure, et surtout pas d'un État au passé et au présent aussi chargé que la France.

C'est à nous, qui résidons sur le territoire français, que revient de lutter aujourd'hui comme hier contre l'État et les entreprises qui poursuivent, sous d'autres formes, la colonisation.

Anticolonialiste toujours, toujours anticapitaliste !

---

## **Attac France et Survie solidaires des peuples algériens et tunisiens**

Attac France et Survie dénoncent les agressions des gouvernements tunisien et algérien contre les jeunes et les manifestants qui expriment leur désespoir contre le chômage, la flambée des produits de première nécessité et l'absence d'avenir.

Aux cris de désespoir, ces gouvernements opposent un déchaînement de violence, tournant au carnage en Tunisie. Ben Ali se distingue par un cynisme cruel : au lieu de créer les emplois promis, il cribble les jeunes de balles.

Nous demandons l'arrêt immédiat des violences policières, la liberté de manifestation, la mise en accusation des responsables du massacre des manifestants, la libération des détenus politiques et des manifestants arrêtés.

Attac France et Survie rappellent la responsabilité des gouvernements occidentaux et des organisations internationales (FMI, Banque mondiale, notamment) dans la désorganisation des marchés et la spéculation sur les prix alimentaires. Nous dénonçons leur complicité avec des gouvernements locaux organisés en véritables mafias exploitant leurs peuples, et la complaisance du gouvernement français à propos de la répression sanglante en Algérie et en Tunisie, alors qu'il se prétend un ardent défenseur des droits de l'homme. Une longue complicité avec le pouvoir de Ben Ali et la position de la France comme premier client, premier fournisseur et premier investisseur étranger (hors énergie) en Tunisie expliquent qu'il persiste à fermer les yeux sur l'inacceptable.

Attac France et Survie expriment leur solidarité avec les peuples algériens et tunisiens.

12 janvier 2011

---

## **COMMUNIQUE DE LUTTE OUVRIERE Le 14 janvier 2011**

Lutte Ouvrière appelle aux manifestations de solidarité avec le peuple tunisien

Lutte Ouvrière exprime sa solidarité avec tous ceux qui depuis un mois se sont soulevés en Tunisie et continuent à exprimer leur colère face à la situation sociale catastrophique que subit la majorité de la population. Elle salue leur détermination face à la répression, malgré les dizaines de morts faits par les tirs de la police sur des manifestants désarmés. Elle dénonce le régime de dictature de Ben Ali qui aujourd'hui tente d'apaiser la colère par quelques promesses tout en poursuivant les arrestations. Elle condamne l'attitude odieuse des gouvernements français qui, depuis 23 ans, n'ont cessé de soutenir ce régime, et en particulier l'actuel gouvernement qui, par la bouche de Michèle Alliot-Marie promet encore d'aider la police tunisienne à agir contre les manifestants.

Lutte Ouvrière appelle les travailleurs, ici en France, à saisir toutes les occasions de manifester leur solidarité avec la lutte des jeunes, des travailleurs, des femmes de Tunisie et de tout le Maghreb, dont le combat doit être aussi le leur. Elle appelle en particulier aux manifestations de solidarité organisées le samedi 15 janvier dans de nombreuses villes, et notamment à Paris, samedi 15 janvier à 14 heures et qui partira de la place de la République à Paris.

Pour Lutte Ouvrière,

Nathalie Arthaud

---